

BILAN DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EN 2020

Conférence de presse
Mercredi 21 avril 2021

1. Introduction

2. Bilan COVID-19

M. Eric KALTENRIEDER, président du Tribunal cantonal

3. Bilan de l'activité des tribunaux et des justices de paix

Mme Danièle REVEY, juge cantonale, membre de la Cour administrative du Tribunal cantonal

4. Bilan de l'activité des offices judiciaires

M. Christophe MAILLARD, vice-président du Tribunal cantonal

5. Point de situation sur quelques projets

M. Eric KALTENRIEDER, président du Tribunal cantonal

Mme Valérie MIDILI, secrétaire générale de l'ordre judiciaire

6. Conclusion

7. Questions

1

INTRODUCTION

2

BILAN COVID-19

Audiences et marche des affaires

❑ 1^{re} vague (printemps)

- ✓ Mise en œuvre du plan de continuité (17.03-27.04)
- ✓ Maintien des audiences pour lesquelles un délai légal devait être respecté ou à haut degré d'urgence (audiences avec détenu·e·s, placements à des fins d'assistance, violences domestiques, etc.)
- ✓ Près de 3'200 audiences annulées
- ✓ Suspension des notifications des décisions et de la fixation des délais non prioritaires

❑ 2^e vague (automne)

- ✓ Tenue de toutes les audiences
- ✓ 290 audiences annulées, principalement à la demande des parties

Point de situation

- ❑ **Traitement des affaires prioritaires assuré en tout temps**
- ❑ **Dès le 6 avril 2020, notification de toutes les décisions judiciaires et envoi des courriers impliquant un délai**
- ❑ **Dès le 27 avril 2020, reprise de toutes les audiences**
- ❑ **Plusieurs mesures prises pour assurer la reprise et la continuité des activités, dans le respect des normes sanitaires :**
 - ✓ Engagement de renforts en magistrat·e·s et collaborateur·trice·s
 - ✓ Extension des horaires habituels d'audience
 - ✓ Gestion des salles
 - Huis-clos partiel
 - Installation de parois en plexiglas
 - Délocalisation d'audiences

À savoir

40% des salles inutilisables lors de la reprise des audiences

2. Bilan COVID-19

Tribunaux et justices de paix

❑ **Fixation des audiences annulées**

- ✓ 3'000 audiences annulées au printemps refixées en 2020 (94%)
- ✓ 130 audiences annulées à l'automne refixées en 2020 (45%)
- ✓ Priorité sur la fixation des audiences annulées
 - Léger retard dans l'avancement des nouvelles affaires dans certaines juridictions

❑ **Nombre global de dossiers pendants relativement stable (+2%)**

Échanges avec les partenaires

Ministère public, Ordre des avocats vaudois, Association des agents d'affaires brevetés, Préfet·ète·s

Mesures prises

- ✓ Prolongations de délais par courriel
- ✓ Avances sur les prestations au titre de l'assistance judiciaire

Activité générale

- ❑ **Mise en œuvre du plan de continuité (17.03-27.04)**
- ❑ **Suspension générale des poursuites (19.03-19.04)**
 - ✓ ... au sens de l'article 62 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite ordonnée par le Conseil fédéral, puis fêtes de Pâques
- ❑ **Traitement des dossiers assuré en tout temps**
 - ✓ ... à l'exception des opérations de saisie à l'extérieur et des ventes aux enchères

Opérations de saisie

- 7'944 opérations à fixer à la reprise des activités (19.04)**
- Mesure prise**
 - ✓ Mise en place d'un questionnaire à l'attention des débiteur·trice·s, pour diminuer le nombre de convocations à opérer
- Reprise des auditions des débiteur·trice·s à l'office (18.05)**
- Reprise des opérations de saisie à l'extérieur (22.06)**

Ventes aux enchères

❑ Immobilières

- ✓ Annulées jusqu'au 1^{er} octobre 2020
- ✓ 37 ventes tenues entre novembre et décembre 2020
- ✓ 76 restaient à exécuter au 1^{er} janvier 2021
- ✓ Mesure prise : dérogation obtenue du Chef de l'État-major cantonal de conduite (EMCC), sous réserve du respect strict du plan de protection

❑ Mobilières

- ✓ Actuellement en suspens, sauf exception
- ✓ 72 ventes restaient à exécuter au 1^{er} janvier 2021
- ✓ Mesure prise : ventes aux enchères en ligne depuis mars 2021

Point de situation

- ❑ **Maintien des activités et suivi des procédures à jour, hors période de suspension générale des poursuites**
 - ✓ Rendu possible par la dématérialisation partielle des dossiers

- ❑ **Conséquences des mesures fédérales et cantonales**
 - ✓ Limitation du nombre de poursuites et de faillites...
 - ✓ ... et, ainsi, réduction de l'activité de toute la chaîne des poursuites et des faillites
 - Offices des poursuites et des faillites
 - Justices de paix
 - Tribunaux d'arrondissement

Aucun impact sur l'activité de l'Office cantonal du registre du commerce

L'ensemble des prestations ont été assurées durant toute l'année 2020

La crise sanitaire a perturbé l'activité des autorités et offices judiciaires, mais son impact a pu être limité

Maintien des activités et des prestations aux justiciables par les 33 offices

- ✓ ... hormis lors du semi-confinement au printemps (mise en œuvre du plan de continuité)

Maîtrise de l'impact de la crise sanitaire sur les autorités et offices judiciaires

- ✓ Nombreuses mesures prises
- ✓ Suivi étroit de la situation et adaptation régulière des mesures aux décisions fédérales et cantonales
- ✓ Important engagement des chef·fe·s d'office, magistrat·e·s et collaborateur·trice·s

Des impacts au niveau de l'activité des offices sont néanmoins possibles dans le futur

- Droit du travail**
- Droit du bail**
- Droit de la famille**
- Assurances sociales (RHT, chômage, etc.)**
- Poursuites**
- Faillites**

3

BILAN DE L'ACTIVITÉ DES TRIBUNAUX ET DES JUSTICES DE PAIX

Constats généraux

❑ **53'934 nouvelles affaires**

- ✓ -7.1% par rapport à 2019
- ✓ 1^{re} instance : diminution globale, mais tendances différentes selon les juridictions
- ✓ 2^e instance : diminution globale, mais tendances différentes selon les cours

❑ **53'478 dossiers traités (-0.8% par rapport aux dossiers entrés)**

❑ **Stock global en légère augmentation (+2%)**

❑ **Délai de traitement**

- ✓ 79.6% des dossiers traités en moins de six mois
- ✓ 92.5% en moins d'une année
- ✓ En 2019 : 83.2% et 93.2%

Bilan positif

Maîtrise du nombre
de dossiers et
des délais

Par matière

Droit pénal

- ✓ 1^{re} et 2^e instances : diminution
- ✓ Exception : Tribunal des mineurs (+23%)

Droit civil

- ✓ 1^{re} instance
 - Diminution globale, en particulier devant les chambres des poursuites et faillites des tribunaux d'arrondissement (-25%) et les chambres contentieuses des justices de paix (-17%)
 - Exception (en augmentation) : Tribunal des baux, Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale et chambres successorales des justices de paix
- ✓ 2^e instance
 - Hausse, parfois légère, devant toutes les cours
 - Exception (en diminution) : Cour d'appel civile

Droit administratif

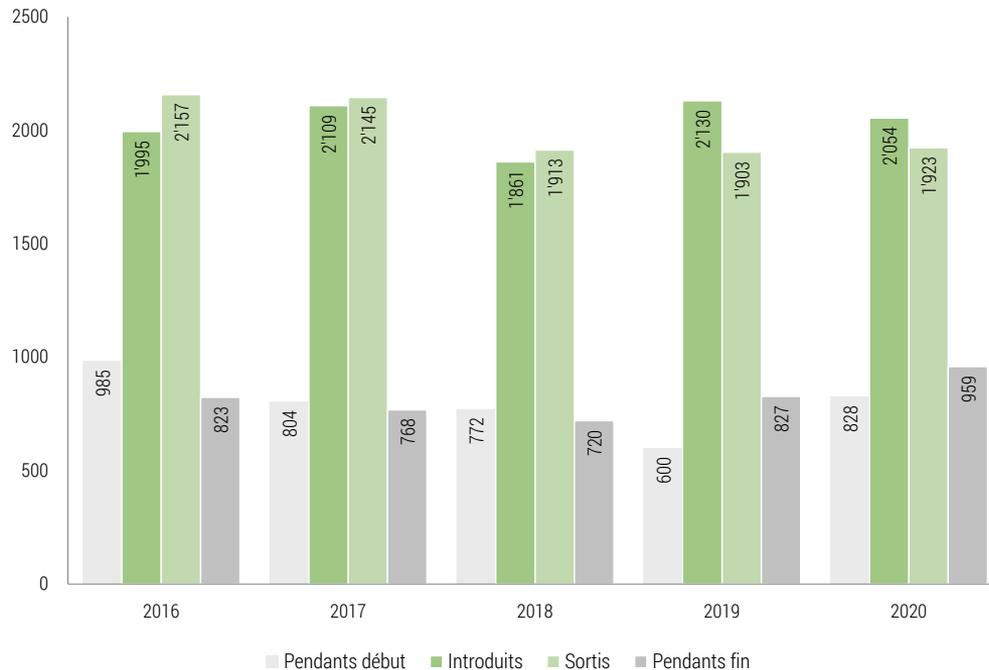
- ✓ Diminution marquée dans toutes les cours

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres pénales

- ✓ Dossiers entrés : -3.6%
- ✓ Dossiers traités : -6.4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +15.8%



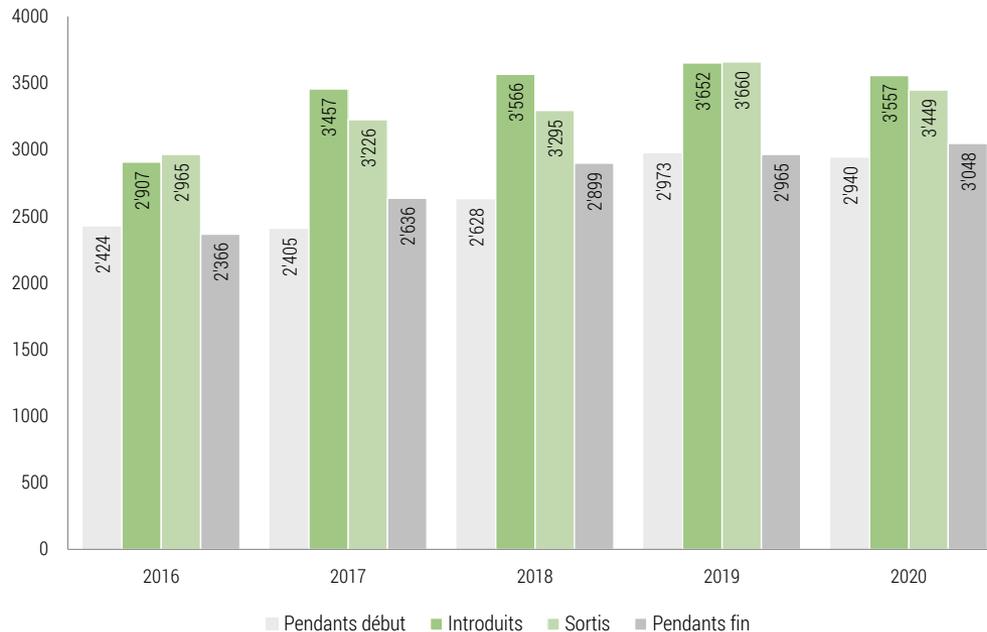
À savoir
130 dossiers suspendus dans des affaires liées aux activistes du climat

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres familiales

- ✓ Dossiers entrés : -2.6%
- ✓ Dossiers traités : -3% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +3.7%



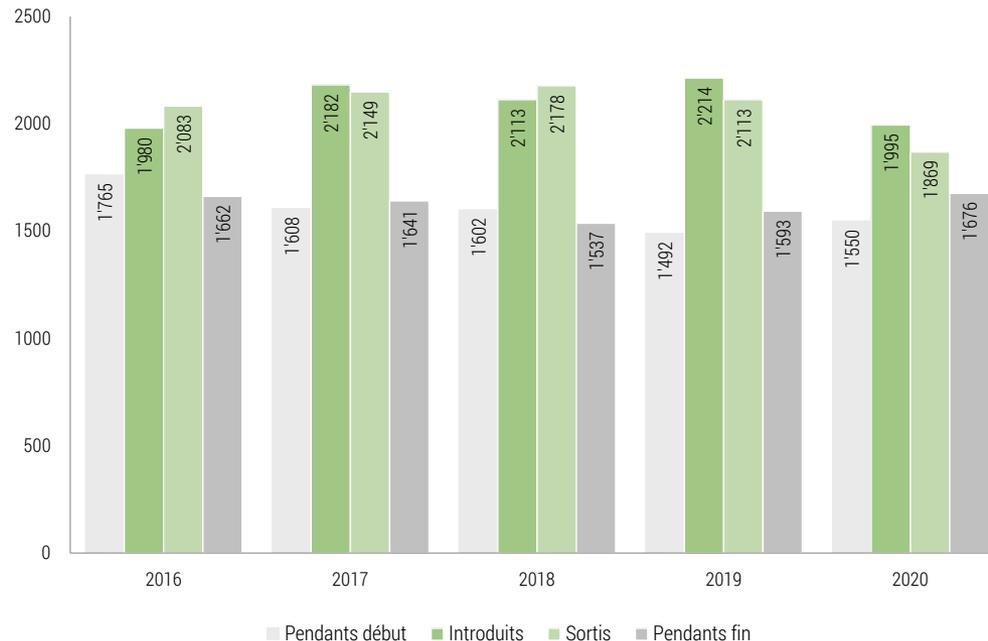
À savoir
Aucune
conséquence
significative de la
crise sanitaire
constatée
à fin 2020

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres pécuniaires

- ✓ Dossiers entrés : -9.9%
- ✓ Dossiers traités : -6.3% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +8.1%

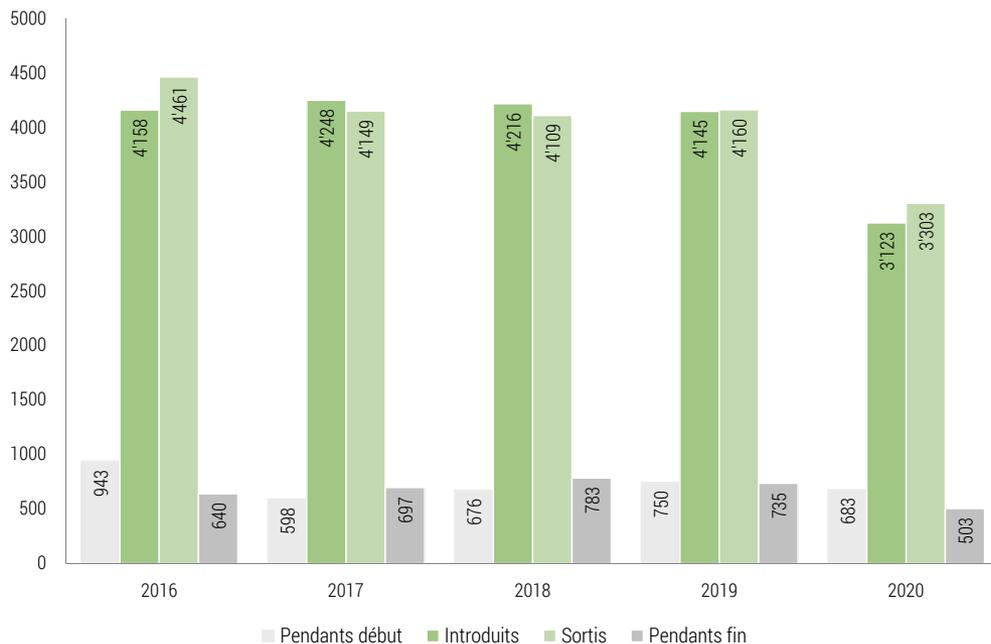


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres des poursuites et faillites

- ✓ Dossiers entrés : -24.7%
- ✓ Dossiers traités : +5.8% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -26.4%



À savoir

Suspension des poursuites, puis fériés (19.03-19.04)

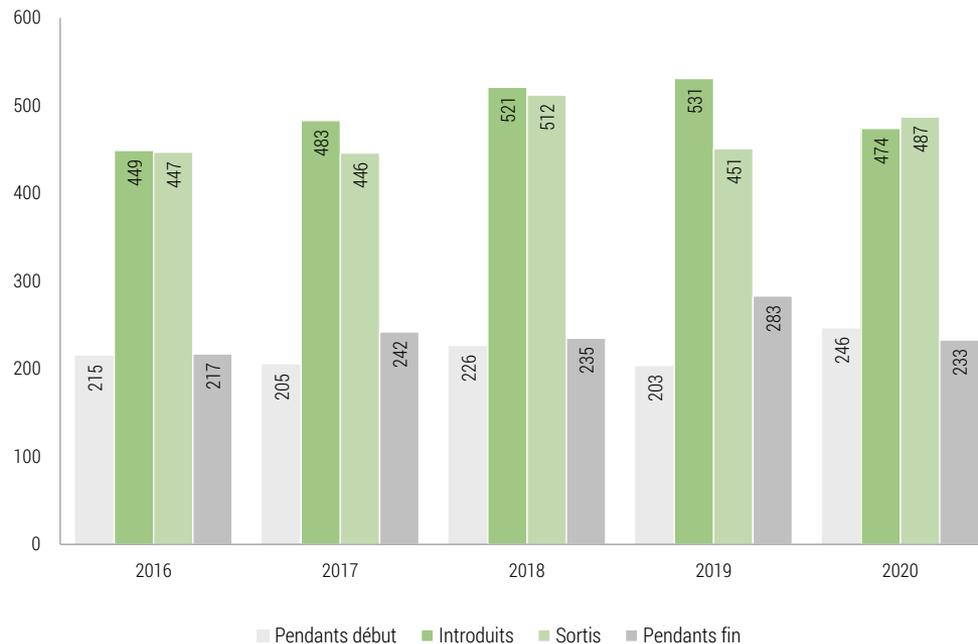
Mesures d'aides fédérales et cantonales

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres du non contentieux

- ✓ Dossiers entrés : -10.7%
- ✓ Dossiers traités : +2.7% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -5.3%



3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunaux de prud'hommes

Tribunaux de prud'hommes

- ✓ Dossiers entrés : -9.3%
- ✓ Dossiers traités : +4.2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -9.3%

Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale

- ✓ Dossiers entrés : +27.8%
- ✓ Dossiers traités : -32.6% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +55.6%, dont une douzaine de dossiers DECFO-SYSREM

À savoir

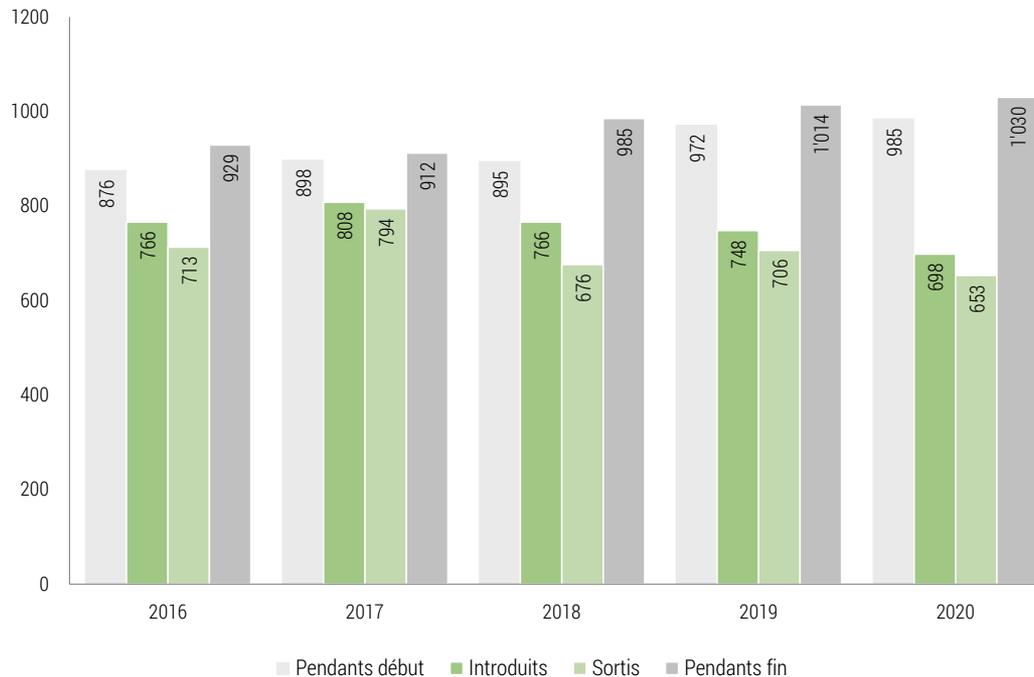
15 procédures introduites en 2020 dépendent d'un procès pilote pour aller de l'avant

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Chambre patrimoniale cantonale

Chambre patrimoniale cantonale

- ✓ Dossiers entrés : -6.7%
- ✓ Dossiers traités : -6.4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +4.6%

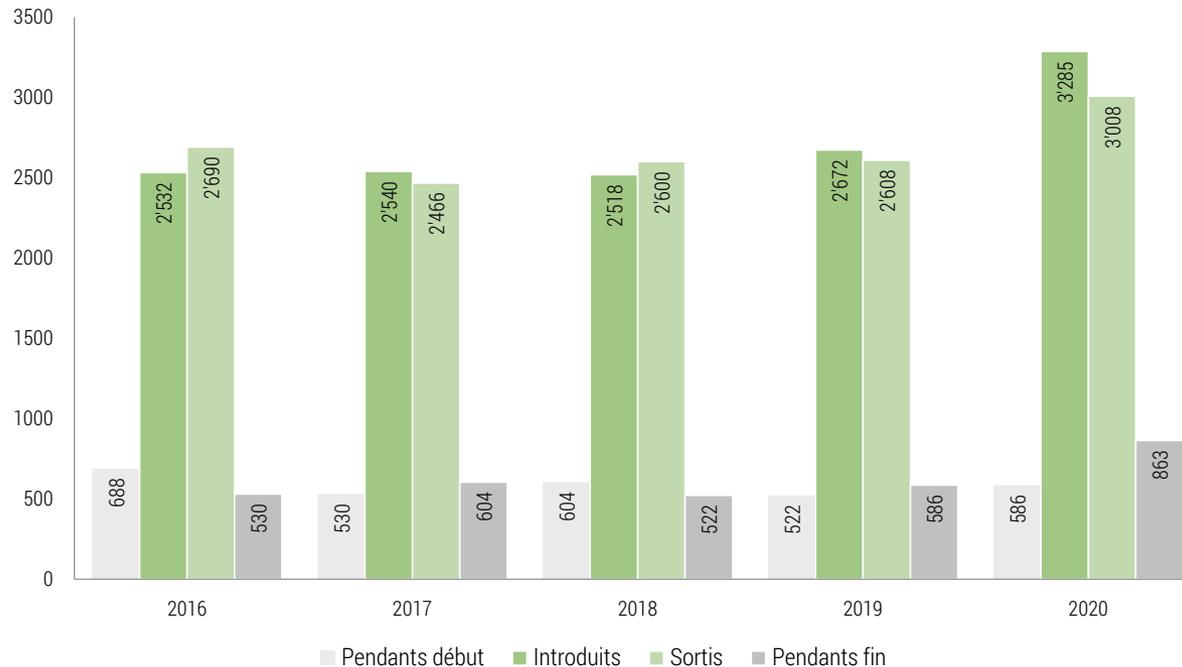


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal des mineurs

Tribunal des mineurs

- ✓ Dossiers entrés : +22.9%
- ✓ Dossiers traités : -8.4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +47.3%



3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal des mineurs

Activité 2020 et typologie des délits

	Pendants début	Introduits	Sortis	Pendants fin
Affaires ordinaires	542	2'188	1'972	758
Affaires de masse	44	1'097	1'036	105
Total	586	3'285	3'008	863

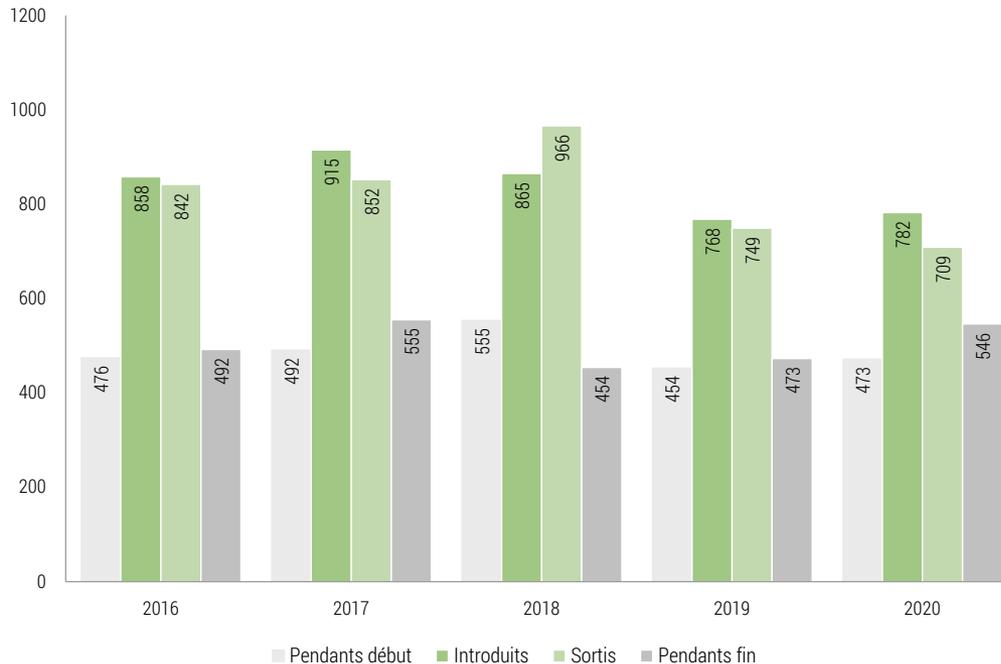
Typologie des délits	Nombre	Tendance
Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	286	0.3%
Infractions contre le patrimoine	819	15.3%
Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé	167	-4.0%
Crimes ou délits contre la liberté	321	-0.9%
Infractions contre l'intégrité sexuelle	117	-4.9%
Crimes ou délits divers (dont faux dans les titres)	109	-37.7%
Autres infractions au Code pénal	95	-16.7%
Loi fédérale sur les stupéfiants	380	-42.8%
Loi sur la circulation routière	649	3.8%
Divers	1076	128.4%

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal des baux

Tribunal des baux

- ✓ Dossiers entrés : +1.8%
- ✓ Dossiers traités : -9.3% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +15.4%



À savoir

Recul du nombre de transactions conclues en audience, dû à un nombre restreint d'audiences tenues (COVID-19)

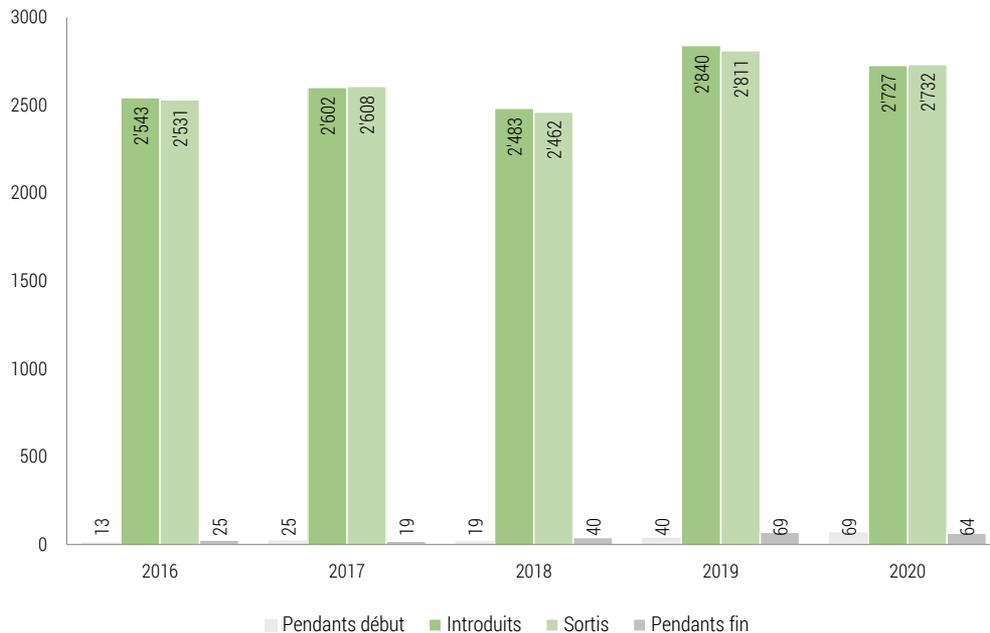
3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal des mesures de contrainte

Tribunal des mesures de contrainte

☐ Droit pénal

- ✓ Dossiers entrés : -4%
- ✓ Dossiers traités : +0.2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -7.2%



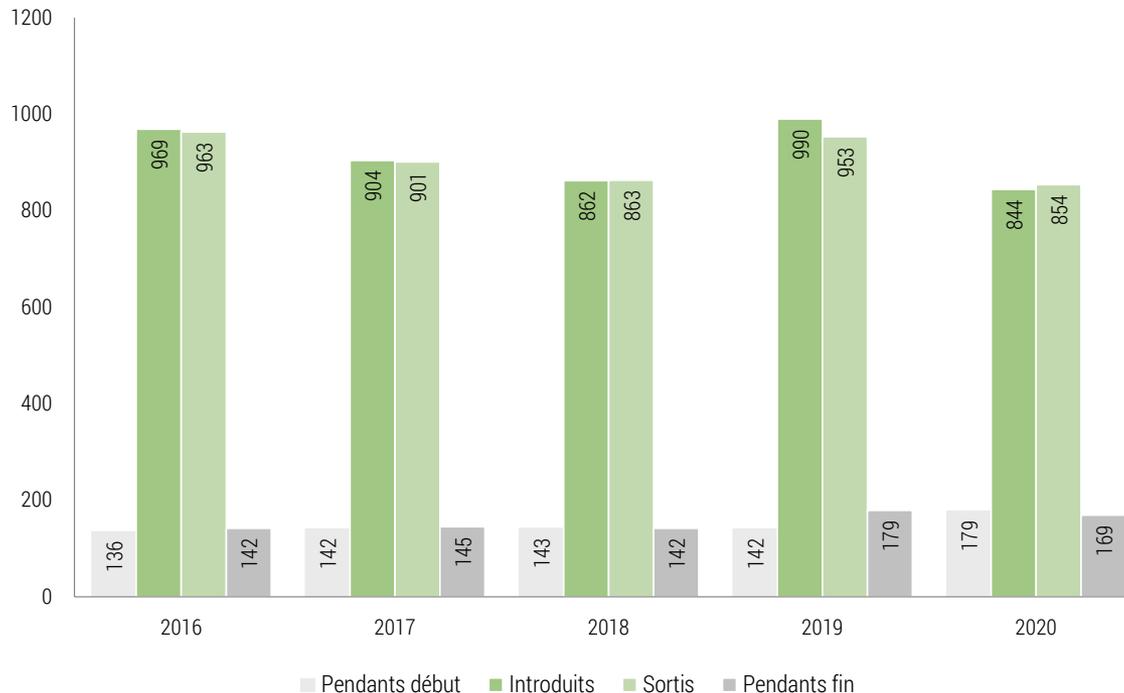
À savoir
 Sur le plan du droit administratif,
 110 examens fondés
 sur le droit des étrangers

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Juges d'application des peines

Juge d'application des peines

- ✓ Dossiers entrés : -14.7%
- ✓ Dossiers traités : +1.2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -5.6%

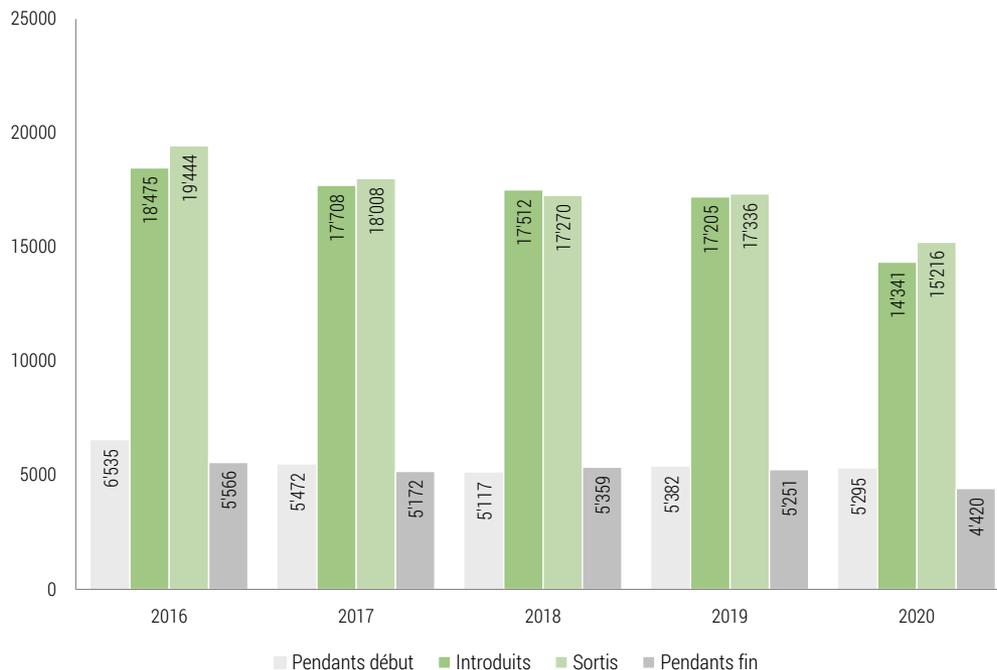


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Justices de paix

Contentieux

- ✓ Dossiers entrés : -16.6%
- ✓ Dossiers traités : +6.1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -16.5%



À savoir

Ce domaine pourrait être plus nettement impacté en 2021 par les effets de la crise sanitaire

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Justices de paix

Protection de l'adulte et de l'enfant

Enquêtes

- ✓ Enquêtes ouvertes : -6.6%
- ✓ Enquêtes closes : -2.7% par rapport aux enquêtes ouvertes
- ✓ Enquêtes en cours : +4.4%

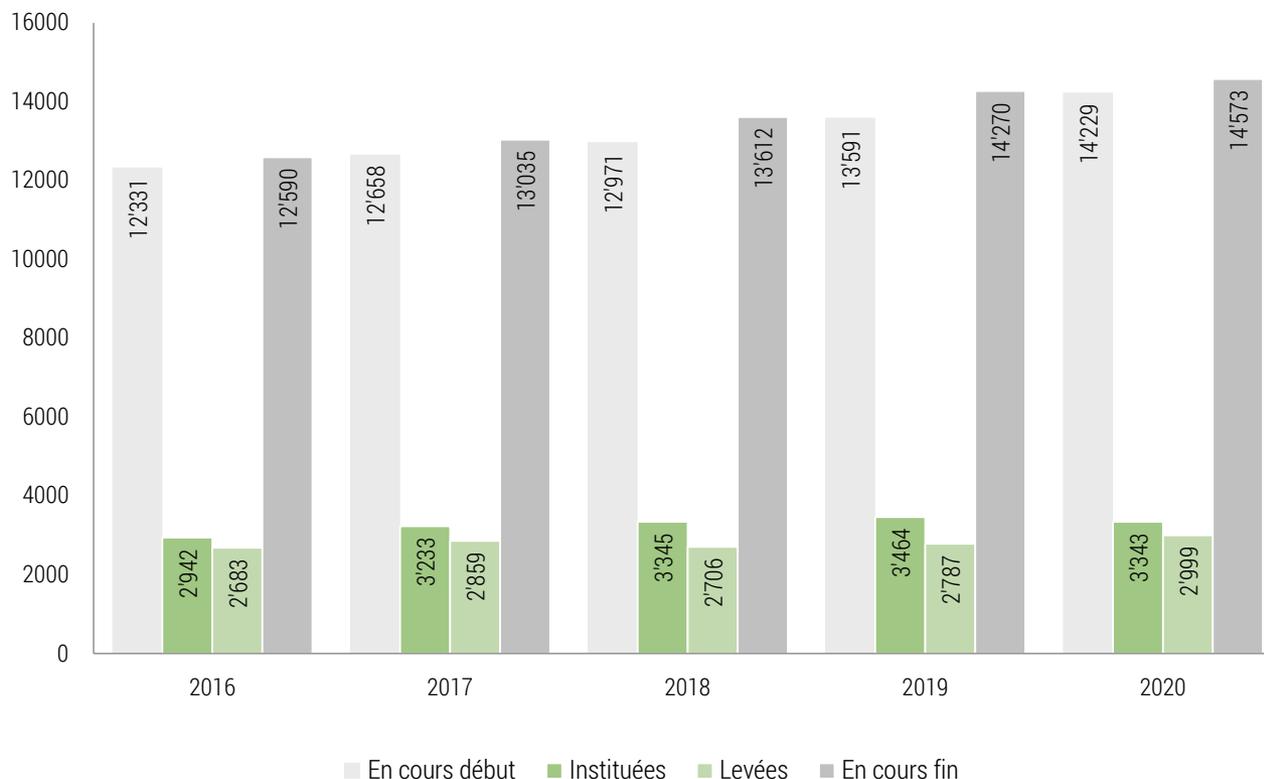
Mesures

- ✓ Mesures en cours : 14'573 (+2.4%)

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Justices de paix

☐ Mesures (1/2)



3. Statistiques - Autorités judiciaires

Justices de paix

☐ Mesures (2/2)

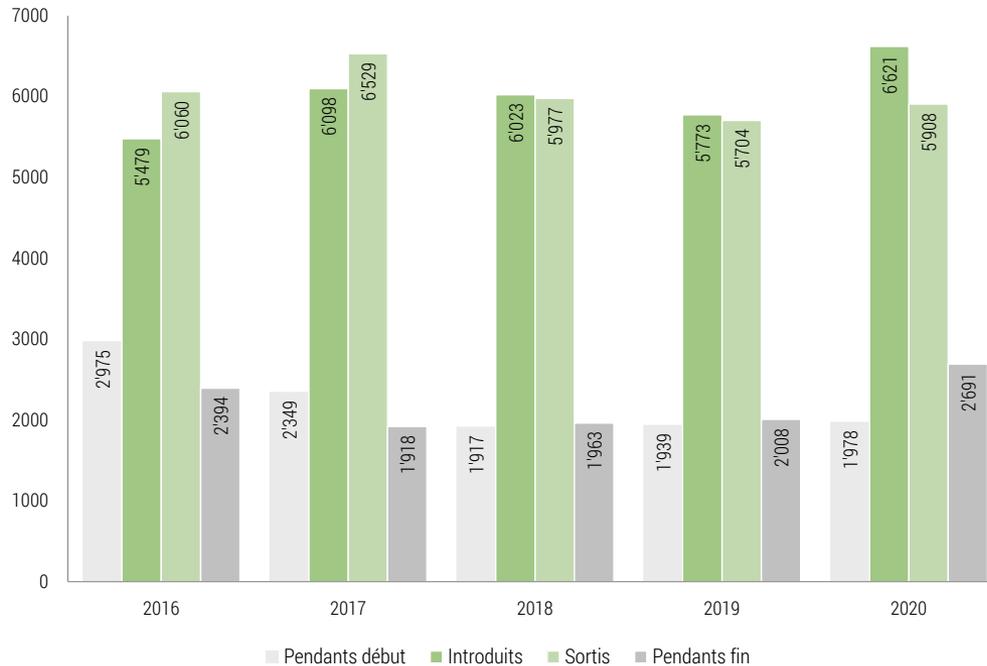
Types de mesures	En cours début	Instituées	Levées	Transférées	En cours fin
Curatelles - majeur·e·s	10'792	2'040	1'758	0	11'074
Tutelles et curatelles - mineur·e·s	1'892	698	658	0	1'932
Retraits de l'autorité parentale ou du droit de garde	391	107	100	0	398
Mesures protectrices - mineur·e·s	579	183	186	0	576
Placements à des fins d'assistance (PLAFA)	575	315	299	-2	593
Total	14'229	3'343	3'001	-2	14'573

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Justices de paix

Successions

- ✓ Dossiers entrés : +14.7%
- ✓ Dossiers traités : -10.8% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +36%



À savoir

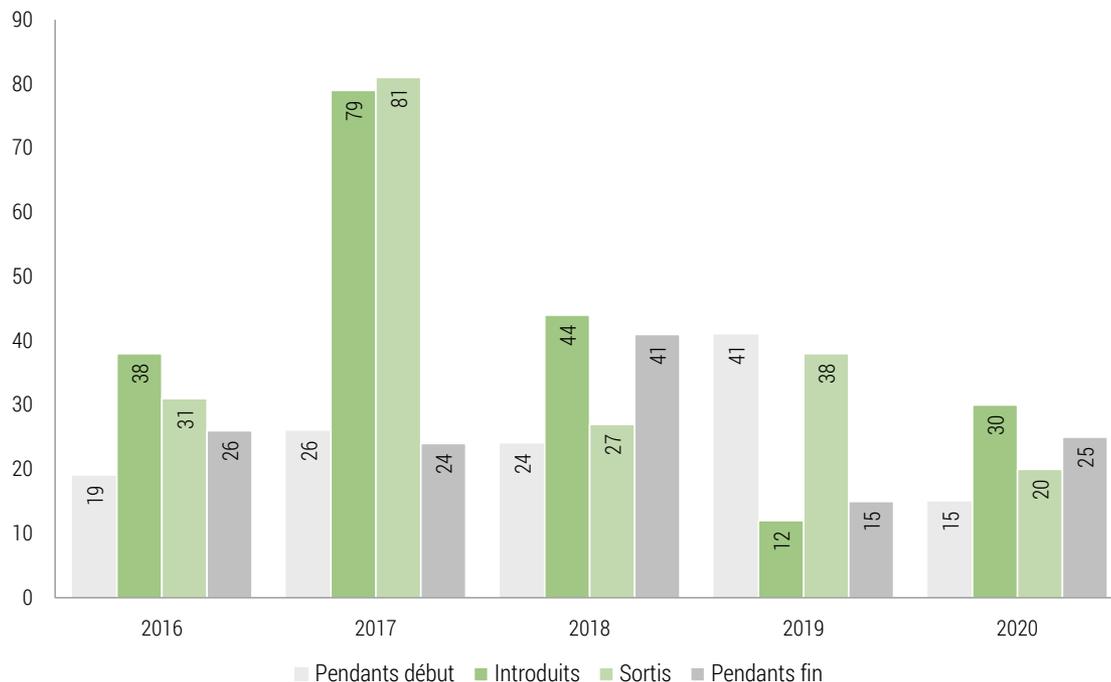
Fort impact de la crise sanitaire : augmentation des décès, retard rencontré par l'État civil

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 1^{re} instance

Cour civile (CPC-CH)

- ✓ Dossiers entrés : 30 (12 en 2019)
- ✓ Dossiers traités : 20
- ✓ Stock : 25

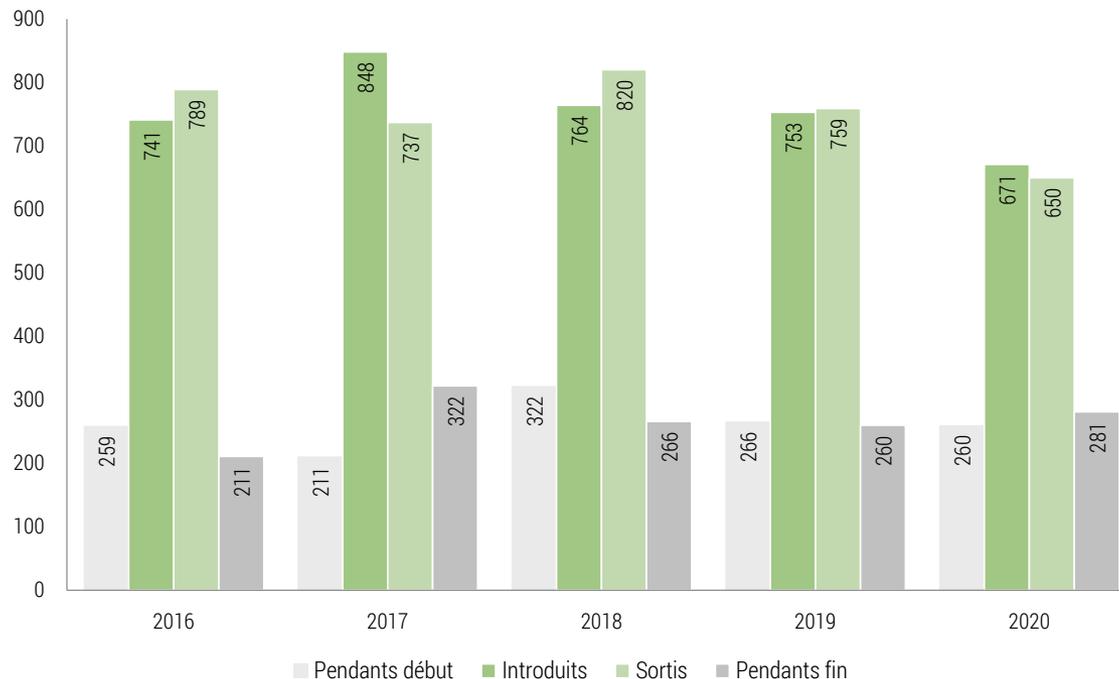


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Cour d'appel civile

- ✓ Dossiers entrés : -10.9%
- ✓ Dossiers traités : -3.1% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +8.1%

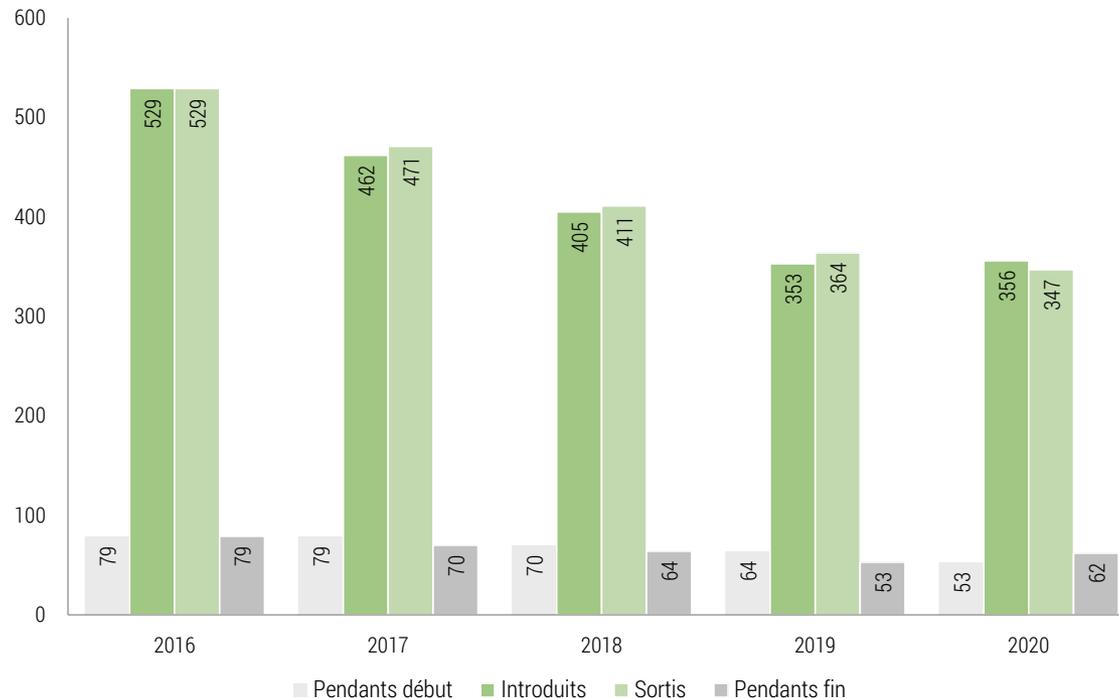


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Chambre des recours civile

- ✓ Dossiers entrés : +0.8%
- ✓ Dossiers traités : -2.5% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +17%

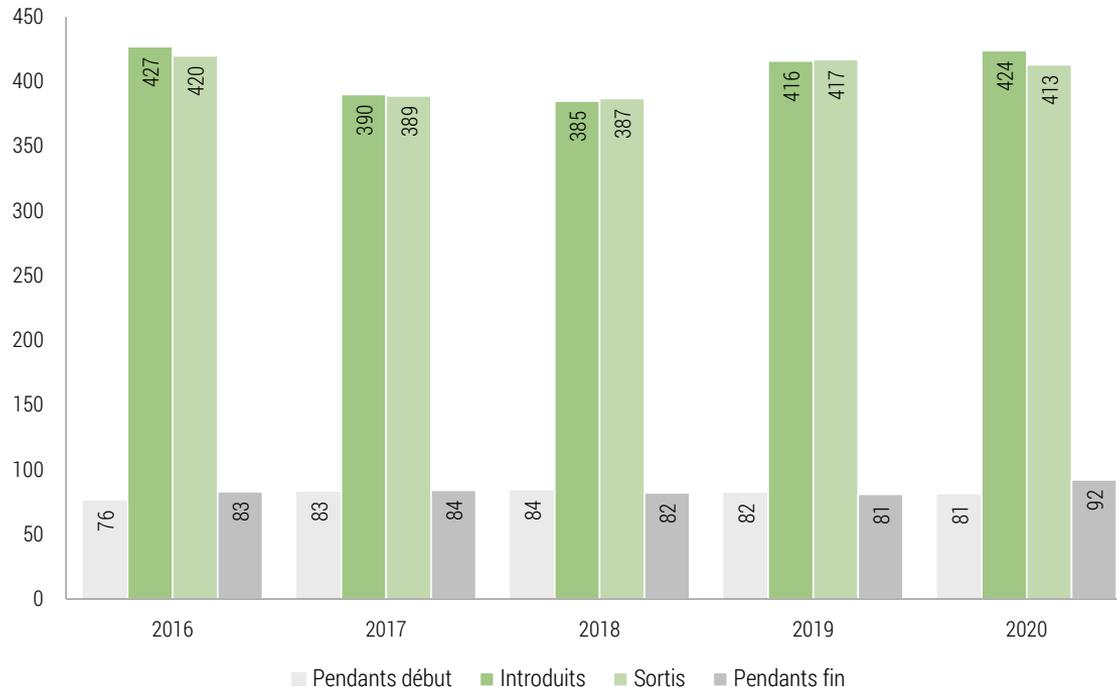


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Cour des poursuites et faillites

- ✓ Dossiers entrés : +1.9%
- ✓ Dossiers traités : -2.6% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +13.6%

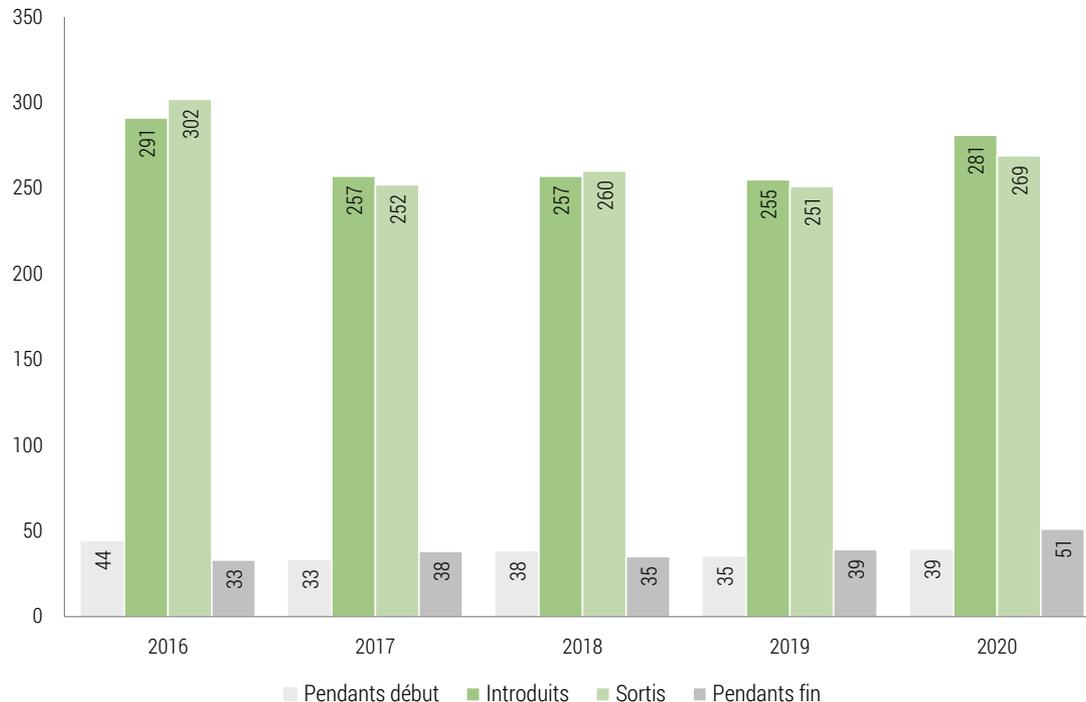


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Chambre des curatelles

- ✓ Dossiers entrés : +10.2%
- ✓ Dossiers traités : -4.3% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +30.8%

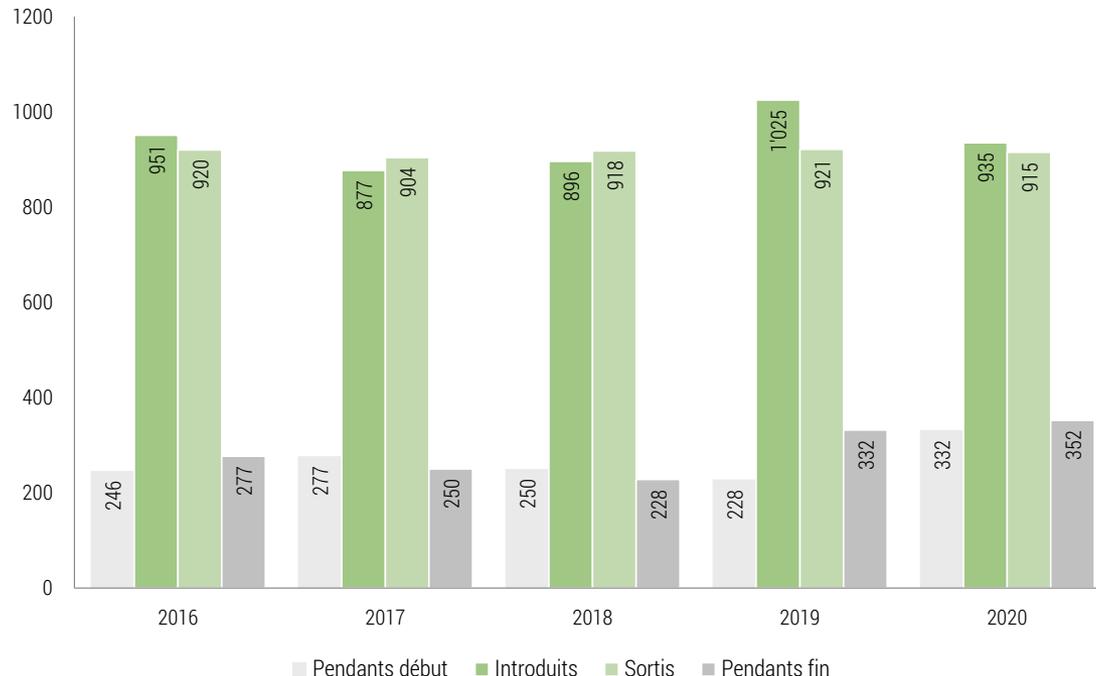


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours pénales de 2^e instance

Cour d'appel pénale

- ✓ Dossiers entrés : -8.8%
- ✓ Dossiers traités : -2.1% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +6%

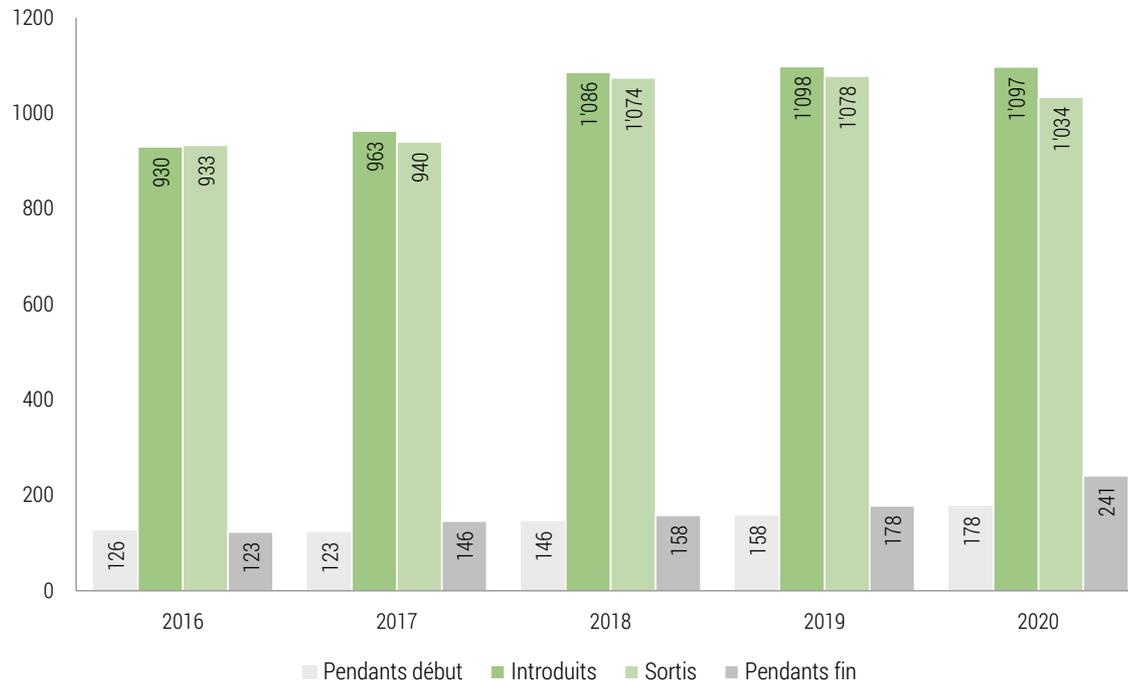


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours pénales de 2^e instance

Chambre des recours pénale

- ✓ Dossiers entrés : -0.1%
- ✓ Dossiers traités : -5.7% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +35.4%

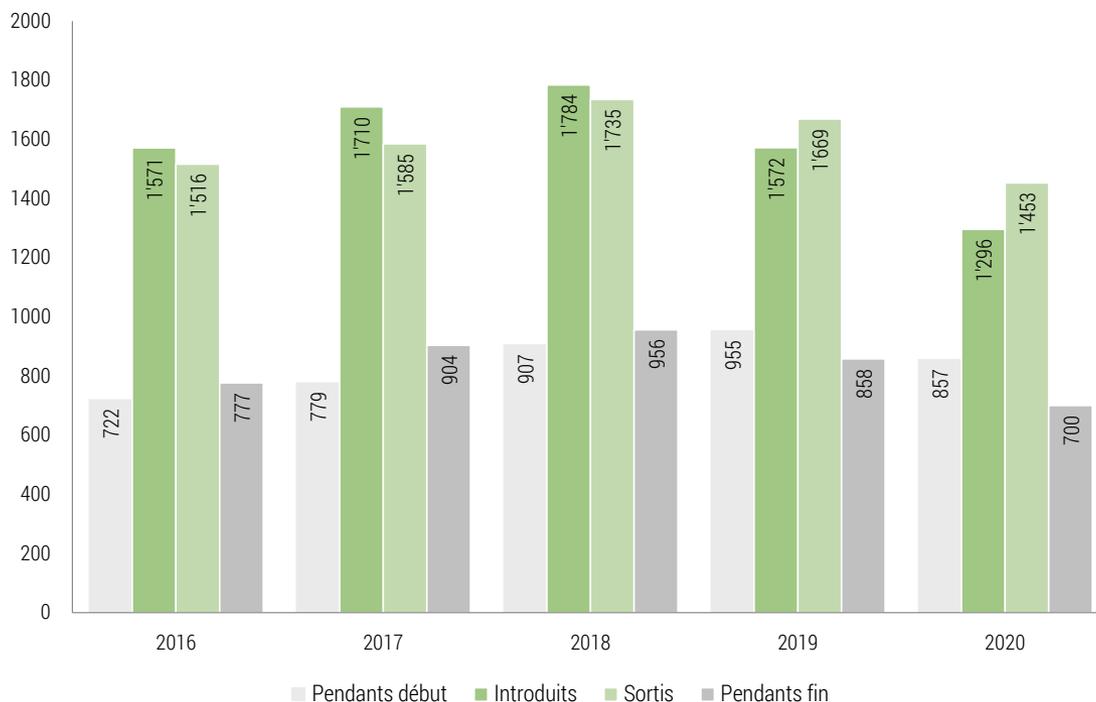


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour de droit administratif et public

- ✓ Dossiers entrés : -17.6%
- ✓ Dossiers traités : +12.1% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -18.3%



À savoir

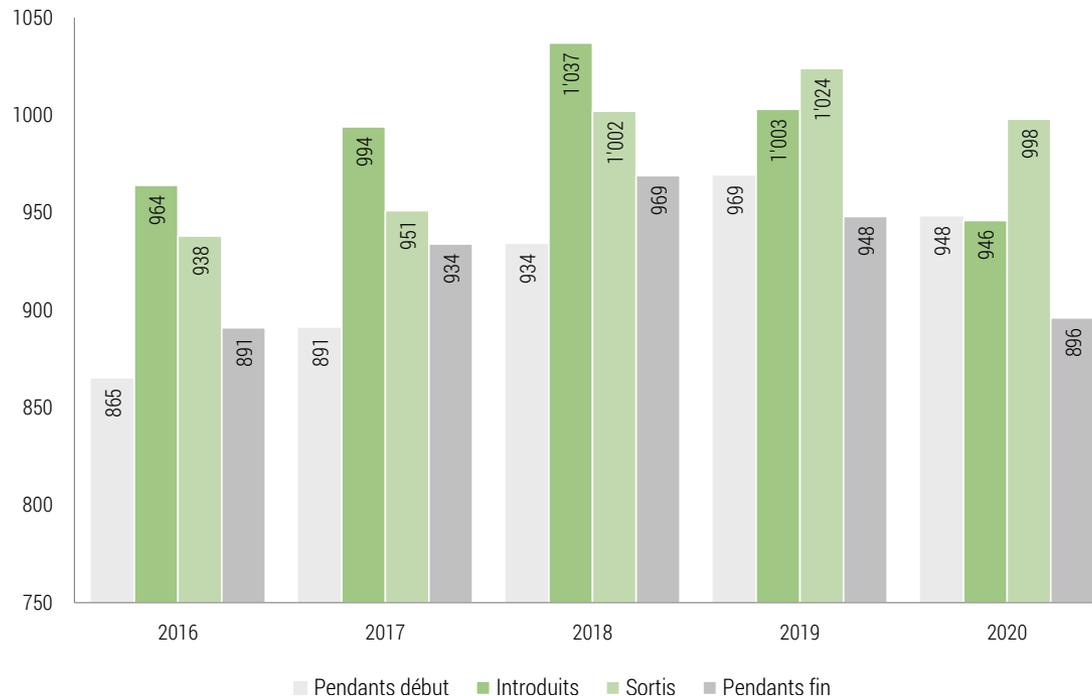
Le nombre de dossiers introduits varie selon les cours:
 CDAP I (-12%)
 CDAP II (-13%)
 CDAP III (-21%)

3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour des assurances sociales

- ✓ Dossiers entrés : -5.7%
- ✓ Dossiers traités : +5.5% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -5.5%

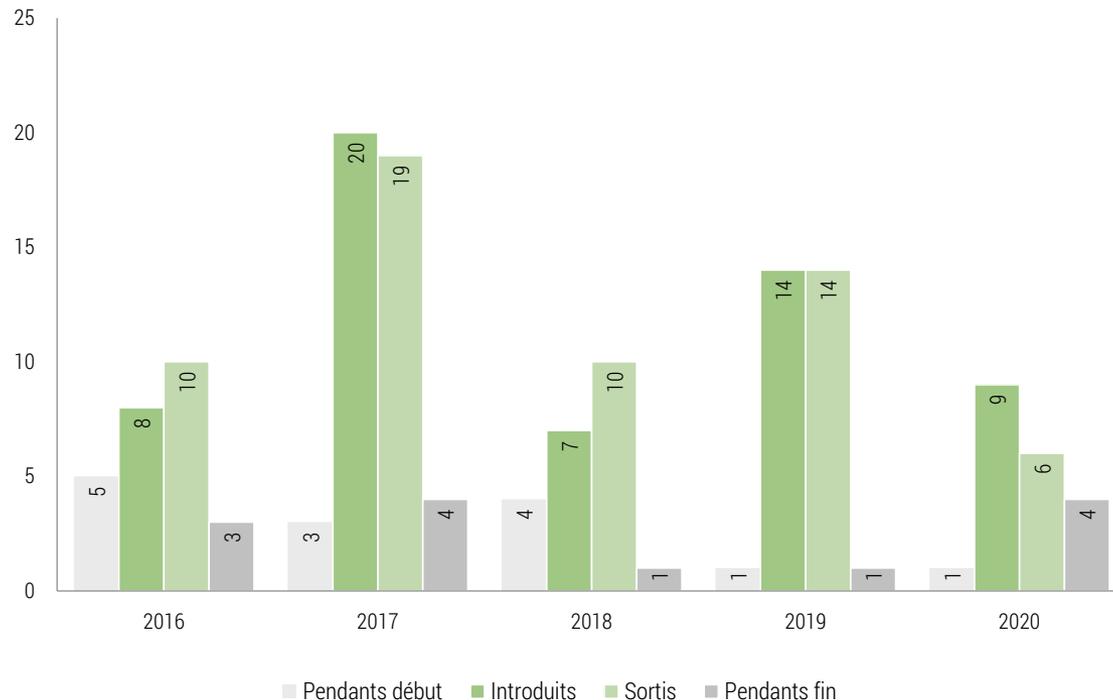


3. Statistiques - Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour constitutionnelle

- ✓ Dossiers entrés : 9 (14 en 2019)
- ✓ Dossiers traités : 6
- ✓ Stock : 4



4

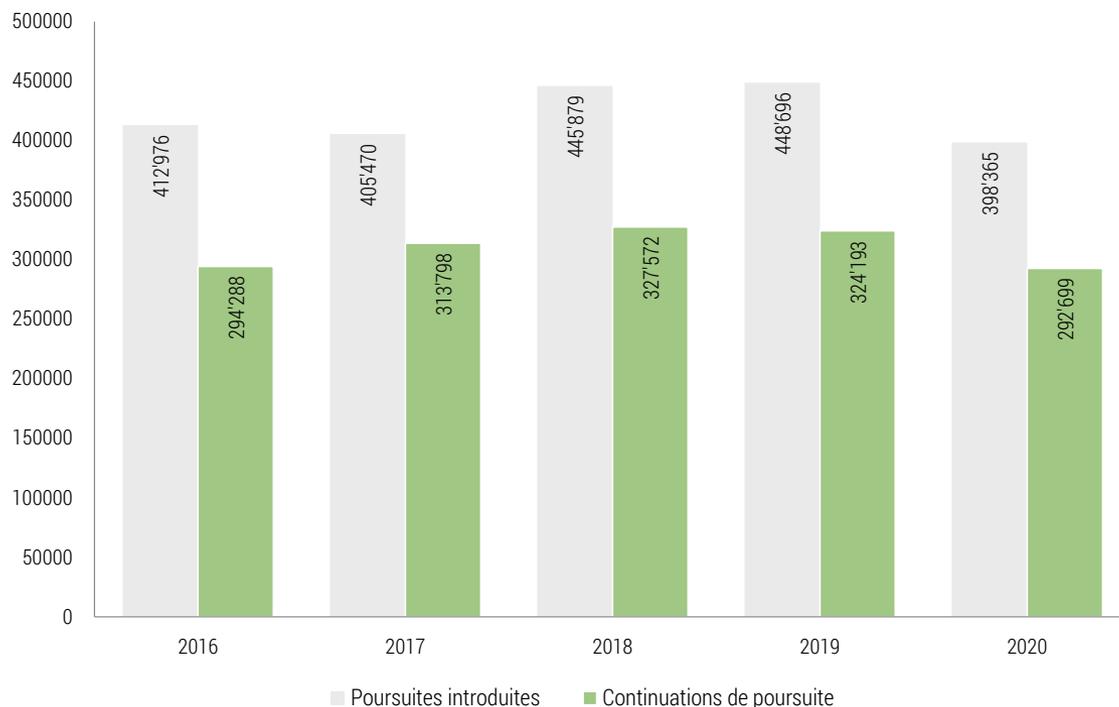
BILAN DE L'ACTIVITÉ DES OFFICES JUDICIAIRES

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Statistiques

- ✓ Poursuites introduites : -11.2%
- ✓ Continuations de poursuite : -9.7%



À savoir

Suspension des poursuites,
puis feries (19.03-19.04)
Procédures de poursuites
entamées par les créanciers
institutionnels retardées
Échéances de paiement
prolongées (ex. loyers)

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Résultat des réquisitions de continuer la poursuite traitées en 2020
(hors affaires rejetées et en cours de traitement)

Comminations de faillite	6'752
Saisies de biens et d'immeubles	9'650
Saisies de salaire	103'845
Actes de défaut de biens	112'454
Non-lieu (inexécution)	6'010
Paiements et annulations	6'272
Total	244'983

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Durée de traitement des dossiers en 2020
 (en nombre de dossiers et en pourcentages)

	Jour même	1 jour	3 jours	1 semaine	> 1 semaine
Réquisitions de poursuite	316'014	23'362	20'607	3'326	2'852
	86.3%	6.4%	5.6%	0.9%	0.8%
Réquisitions de continuer	251'346	6'137	26'381	2'828	5'823
	85.9%	2.1%	9.0%	1.0%	2.0%
Réquisitions de vente	3'574	556	505	288	257
	69.0%	10.7%	9.7%	5.6%	5.0%

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Et aussi...

Créances

- ✓ Plus de 315 millions de francs reversés aux créanciers

Demandes d'extraits du registre des poursuites

- ✓ 217'700 demandes pour soi-même, dont plus de 72'400 transmises en ligne (+76%)

Cyberadministration

- ✓ 252'000 réquisitions de poursuite (67%) transmises aux offices par le réseau e-LP (système d'échange électronique des données)

Projet en cours

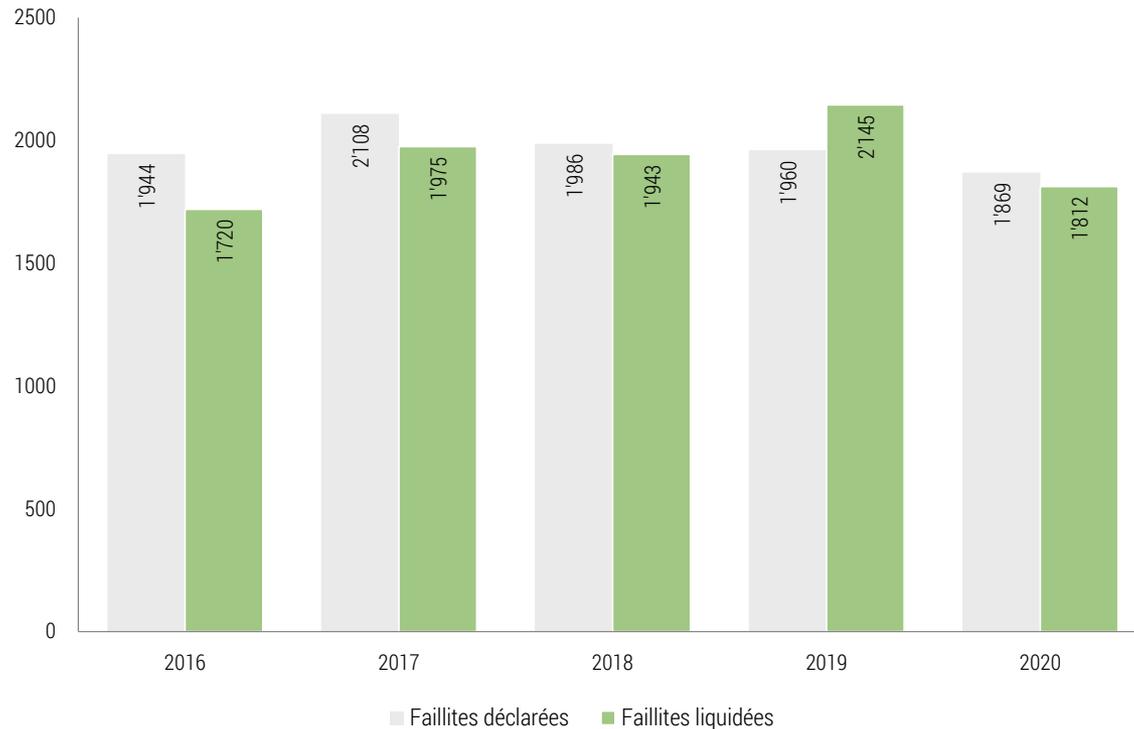
- ✓ Dématérialisation des documents de poursuites

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des faillites

Statistiques

- ✓ Faillites déclarées : -4.6%
- ✓ Faillites liquidées : -15.5%



4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des faillites

Faillites déclarées en 2020

	Sociétés et personnes physiques inscrites au RC	Personnes physiques non inscrites au RC	Total
Est vaudois	171	269	440
Lausanne	279	436	715
La Côte	174	169	343
Broye et Nord vaudois	176	195	371
Total	800	1'069	1'869

Et aussi...

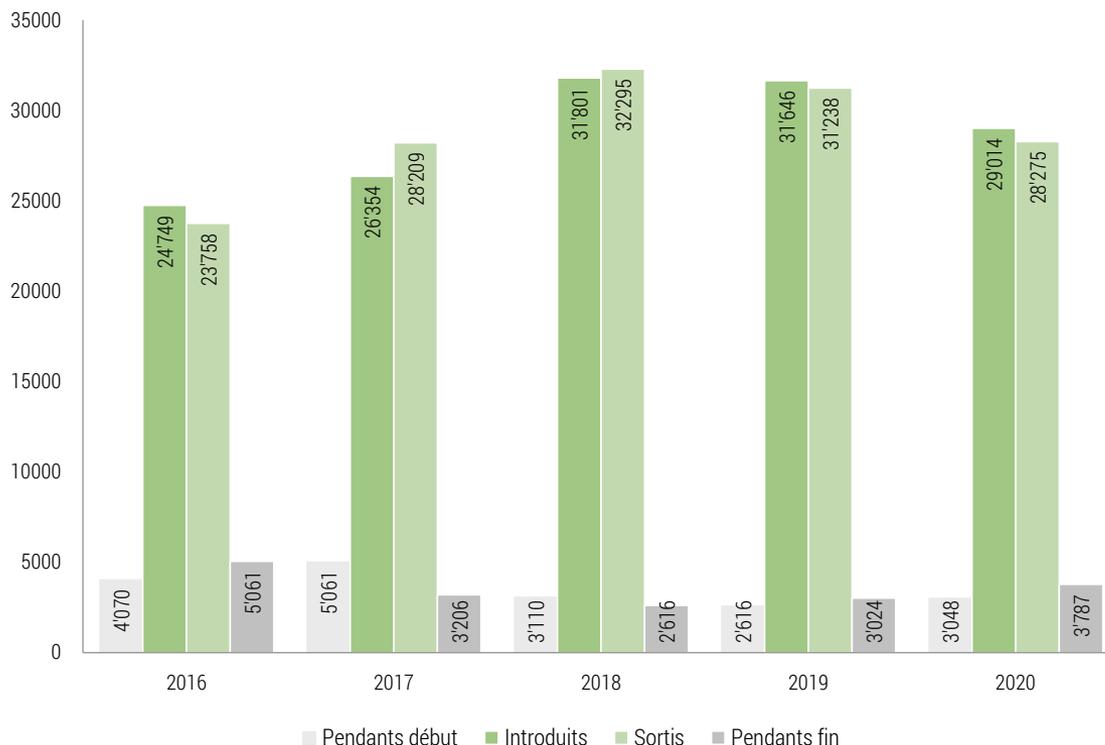
- Demandes d'extrait du registre des faillites pour soi-même**
- ✓ Forte augmentation des demandes en ligne, conséquence de la fermeture des guichets due à la situation sanitaire (3'900 demandes, contre 834 en 2019)

4. Statistiques – Offices judiciaires

Office cantonal du registre du commerce

Statistiques

- ✓ Affaires introduites : -8.3%
- ✓ Inscriptions : -7.8%



4. Statistiques – Offices judiciaires

Office cantonal du registre du commerce

Et aussi...

ISO 9001:2015

- ✓ Obtention le 11 octobre 2020
- ✓ Certification internationale récompensant la mise en œuvre d'un système de management de la qualité pour l'ensemble des activités de l'Office
- ✓ Une étape importante dans sa démarche qualité

Évolution des systèmes d'information en cours

- ✓ Élaboration du nouveau moteur de recherche des entreprises
- ✓ Développement de nouveaux formulaires
- ✓ Étude sur la dématérialisation des dossiers

5

POINT DE SITUATION SUR QUELQUES PROJETS

Renforcement de la protection de l'enfant

Large réflexion de l'Ordre judiciaire, avec l'objectif de renforcer la protection de l'enfant dans le cadre des procédures menées par les autorités judiciaires

Trois axes principaux

- ✓ Organisation et interdisciplinarité des autorités de protection
- ✓ Renforcement de la participation de l'enfant à la procédure
- ✓ Formation continue des magistrat·e·s

En cours

- ✓ Discussions avec le Conseil d'État quant aux moyens nécessaires à la mise en œuvre des mesures de renforcement envisagées

Loi vaudoise sur l'organisation de la lutte contre la violence domestique (LOVD)

Activités menées par l'Ordre judiciaire en 2020

- Création d'une commission permanente « Violences domestiques » interne à l'Ordre judiciaire**
 - ✓ Plan d'action de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul)
 - ✓ Programme de formation des magistrat·e·s, dont la première session se déroulera au printemps 2021
 - ✓ Adaptation des processus de travail des tribunaux

- Désignation d'un magistrat référent**

5. Projets

Violence domestique

❑ **Poursuite des travaux, en collaboration avec le Service pénitentiaire**

- ✓ Objectif : introduction de la surveillance électronique le 1^{er} janvier 2022 (mise en œuvre du droit fédéral)

❑ **COVID-19**

- ✓ En complément du suivi trimestriel, monitoring hebdomadaire mis en place de fin mars à début juin 2020, puis dès la mi-novembre, à la demande du Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes
- ✓ En chiffres
 - 432 expulsions d'auteurs de violence, menaces ou harcèlement (91% d'hommes, 9% de femmes)
 - Expulsion confirmée à 405 reprises et annulée dans 27 cas par les tribunaux
 - En 2019, la police avait procédé à 468 expulsions, dont 448 avaient été confirmées par les tribunaux

À savoir

Pour l'instant, pas d'augmentation du nombre de dossiers dans le chambres familiales des tribunaux d'arrondissement. Situation suivie de près

Réunion du Tribunal cantonal sur un site unique

Le projet d'extension du Tribunal cantonal a passé plusieurs étapes déterminantes en 2020



- ❑ **12 mai - 11 juin 2020** : Mise à l'enquête du permis de construire par la Municipalité de Lausanne
- ❑ **25 août 2020** : Octroi du permis de construire par la Municipalité de Lausanne
- ❑ **Octobre 2020** : Entrée en force du permis de construire, sans recours
- ❑ **27 octobre 2020** : Adoption par le Grand Conseil de trois crédits d'ouvrage (21.1 millions de francs)

Planification des prochaines étapes

- ❑ **Automne 2021** : Début des travaux
- ❑ **14 avril 2022** : Pose de la première pierre
- ❑ **2024** : Inauguration

Tribunaux et justices de paix

Deux projets en cours, avec pour objectifs l'introduction généralisée des dossiers électroniques dans le cadre des affaires judiciaires et l'échange automatique des données entre les autorités de la chaîne pénale

❑ **Programme Harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (HIJP)**

- ✓ Initié par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)
- ✓ Participation de toutes les entités concernées du Canton de Vaud : Police cantonale, Ministère public, Ordre judiciaire, Service pénitentiaire
- ✓ Coordination des projets et initiatives de digitalisation dans le domaine de la justice pénale en Suisse
- ✓ 2020 : Organisation d'ateliers pour identifier, décrire et prioriser les échanges entre chaque acteur concerné (poursuite en 2021)

5. Projets

Numérisation de la justice vaudoise

❑ **Projet Justitia 4.0**

- ✓ Projet national commun des tribunaux et des autorités de poursuites pénales, piloté par le Tribunal fédéral et la direction du programme HIJP
- ✓ Deux objectifs:
 - Portail numérique unique d'accès à la justice suisse (Justitia.Swiss), qui permettra la communication et la consultation électroniques systématiques dans le domaine judiciaire
 - Gestion de dossiers judiciaires sous forme numérique à tous les niveaux des procédures de droit civil, pénal et administratif, du début de la procédure à l'archivage des actes
- ✓ 2020 : Réunion de groupes de travail responsables de formaliser et approfondir les réflexions, et fixer les exigences inhérentes à la conception du système
- ✓ Fin 2020: Mise en consultation du projet de loi fédérale sur la plateforme de communication électronique dans le domaine judiciaire (LPCJ)
 - Cette loi vise à rendre obligatoire, pour les autorités judiciaires, la tenue des dossiers et la communication sous forme électronique (entrée en vigueur prévue: 01.01.25)
- ✓ Été 2021 : Appel d'offre pour la réalisation du portail Justitia.Swiss

Offices des poursuites et des faillites

- ❑ **Dématérialisation des dossiers de poursuite** (en cours)
- ❑ **Dématérialisation des dossiers de faillite** (à initier)
- ✓ **Objectif:** conservation probatoire, archivage historique et signature électronique

Office cantonal du registre du commerce

- ❑ **Dématérialisation des dossiers** (à initier)
- ✓ **Objectif:** conservation probatoire, archivage historique et signature électronique (établissement d'actes authentiques électroniques et légalisation électronique)

Mise en œuvre

- ❑ **Février 2020 : Octroi, par le Conseil d'État, d'un crédit d'étude de 400'000 francs**
 - ✓ Destiné, notamment, à analyser et évaluer les impacts sur le système d'information des projets informatiques intercantonaux

- ❑ **Stratégie de la transition numérique à l'Ordre judiciaire en deux phases**
 - ✓ 2021-2024 : première demande de crédit d'investissement destiné à poursuivre les études et à procéder aux premières réalisations
 - ✓ 2023-2026 : seconde demande de crédit d'investissement (envisagée), afin d'assurer la suite des réalisations

Autorité administrative en matière d'expropriation matérielle

Projet d'instauration d'une autorité administrative en matière d'indemnisation pour expropriation matérielle, résultant de la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC)

❑ **1^{er} octobre 2020 – Aboutissement du projet**

- ✓ Entrée en vigueur de la nouvelle instance, interne à la Direction générale du territoire et du logement (Département des institutions et du territoire)

❑ **Et depuis...**

- ✓ Les tribunaux d'expropriation, rattachés aux tribunaux d'arrondissement, laissent place pour cette problématique à l'autorité administrative précitée
- ✓ L'augmentation attendue du contentieux lié aux questions d'expropriation matérielle pourra être absorbée de manière plus rationnelle et efficace, dans l'intérêt des parties concernées

Instance intermédiaire en matière de police des étrangers

Projet d'instauration d'une instance intermédiaire de réclamation (d'opposition) en matière de police des étrangers

- ❑ **1^{er} janvier 2021 – Aboutissement du projet**
- ✓ Entrée en vigueur de la nouvelle instance, interne au Service de la population (Département de l'économie, de l'innovation et du sport)
- ✓ Impact sensible à venir sur l'activité de la Cour de droit administratif et public, avec une diminution attendue du nombre de recours en matière de police des étrangers (plus de 500 recours par an en moyenne actuellement)

6

CONCLUSION

7

QUESTIONS